



[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)

Privatization Watch par l'Internationale des Services Publics : 13 avril 2017

## PPP FAIT 4

### LES PPP NE VONT PAS SYSTÉMATIQUEMENT DE PAIR AVEC UNE MEILLEURE EFFICACITÉ

Les partisans des PPP affirment que les services seront toujours plus efficaces s'ils sont sous le contrôle et l'influence du secteur privé. Mais les études ne parviennent jamais à mettre en évidence cet effet supposé. Même le FMI reconnaît que « la théorie est ambiguë et que les preuves empiriques sont mitigées ».

**Solution**

Des services publics correctement financés et structurés répondent plus efficacement à l'intérêt du public que les modèles privés. Une augmentation du nombre de « partenariats entre entreprises publiques » peut permettre à divers services publics de partager leurs connaissances et de se soutenir mutuellement pour améliorer leur efficacité.



**Le FMI souligne l'importance d'une fonction publique forte et les risques associés aux PPP (Partenariats public-privé)** - Il semble que certains représentants commencent à reconnaître le fait que les PPP ne sont pas à la hauteur de leurs promesses, et que la clé réside dans une fonction publique forte pour limiter les risques engendrés par le secteur privé.

Selon un représentant du Fonds Monétaire International s'adressant à [Public Finance International](#), il est urgent de renforcer la notion d'une fonction publique fondée sur la vocation pour développer les institutions essentielles à une gouvernance économique saine.

Nombre de pays parmi les plus pauvres de la planète souffrent d'un manque cruel de fonctionnaires dans les domaines tels que l'expertise comptable, l'administration ou la gestion financière. En effet, les personnes formées à ces activités sont rapidement débauchées par le secteur privé.

Gerd Schwartz, directeur adjoint de l'Institut pour le Développement des Capacités du FMI, ajoute que la sous-rémunération et le manque de professionnalisation font de la fonction publique un secteur méprisé dans certains pays.

-----q

**Les employés municipaux de Toronto [célèbrent une étape importante dans leur lutte pour que la gestion des déchets solides reste dans le domaine public](#)** - Soumis à une forte pression, le maire a choisi de freiner son propre plan de privatisation. Depuis la fin novembre 2016, la section 416 du SCFP menait une campagne visant à parler de la privatisation des déchets solides aux habitants de Toronto, Canada. La campagne s'appuyait sur trois messages forts : les chiffres présentés par le maire ne concordent pas, la privatisation ne permet aucune économie et toute décision de privatiser serait uniquement fondée sur une idéologie.

-----q

**Quand le privé devient public, tout le monde y gagne** Il y a cinq ans, la ville de Conception Bay à Terre-Neuve-et-Labrador, Canada, s'est trouvée face à des difficultés avec la collecte privatisée de ses déchets solides. Les réclamations étaient de plus en plus nombreuses et les coûts augmentaient. La section locale du SCFP qui représente les agents de la ville a [œuvré sans relâche pendant plusieurs années avant de réussir à convaincre l'administration et le conseil municipal de tout l'intérêt de la gestion publique](#), en commençant par reprendre la collecte des encombrants en interne, et en montant un dossier solide visant à mettre un terme définitif à la privatisation. Aujourd'hui, après cinq années de test, la collecte reste publique. Le service assuré par la ville s'est aussi étendu au tri sélectif. « Tout le monde y gagne », affirme Terri-Lynn Cooper, présidente de la section 3034 du SCFP. Un sondage récent réalisé auprès des habitants de la ville révèle que la collecte des déchets figure en tête de liste de ce que les résidents apprécient à Toronto. Ils sont près de 82 % à considérer ce service comme leur préféré.

## **Afrique et Pays Arabes**

Les experts en bourse « constatent un [dynamisme croissant sur les marchés boursiers africains, animé par les plans de privatisation au Nigéria, au Maroc, en Égypte et en Tanzanie](#). »

-----q

**Arabie Saoudite** : Le gouvernement a invité les banques locales à [émettre leurs recommandations quant à la privatisation de la poste](#).

**Afrique du Sud** : Le **National Education, Health and Allied Workers Union (Syndicat des Travailleurs, de l'Éducation Nationale et de la Santé ou NEHAWU) et la Democratic Nursing Organisation of South Africa (Organisation Démocratique des Soins Infirmiers de l'Afrique du Sud ou DENOSA)** [ont défilé pour défendre la fonction publique](#). Leurs demandes portent entre autres sur le « gel des postes dans la fonction publique et l'absorption des professionnels de santé communautaires. » [Les travailleurs du NEHAWU ont remis un mémorandum au ministre des Finances Pravin Gordhan avant son discours sur le budget 2017](#). « Selon **Bereng Soke, secrétaire général du**

**NEHAWU**, les questions à soulever lors de la journée nationale de protestation [comprenaient] mais ne se limitaient pas à la **réduction des dépenses et la sous-traitance**, la demande d'un revenu minimum plus élevé, la destruction totale des télépéages et la mise en place totale d'une assurance maladie nationale. L'objectif de cette journée nationale de protestation consiste à faire comprendre au Trésor et au gouvernement dans son ensemble que **nous ne sommes pas prêts à accepter des salaires de misère, la sous-traitance, le courtage du travail et les partenariats public-privé**, a-t-il déclaré. »

**Afrique du Sud** : **Simon Hlungwani**, président de l'**Organisation Démocratique des Soins Infirmiers de l'Afrique du Sud (DENOSA)** dénonce une forte dégradation de la sécurité physique des travailleurs de la santé dans la fonction publique et **exige que le gouvernement cesse ses appels d'offres en matière de services de sécurité pour « embaucher du personnel de sécurité permanent.** » [Pretoria News, 23 février 2017]

**Afrique du Sud** : Kelly Gillespie, responsable du département d'anthropologie à l'Université du Witwatersrand, [analyse la privatisation croissante des universités publiques d'Afrique du Sud](#). « Nos étudiants ont souligné l'urgence de certaines questions posées depuis longtemps : nos universités sont des institutions racistes et coloniales qui n'offrent qu'une conception limitée du public et **la perte progressive des subventions gouvernementales ces 20 dernières années a entraîné une privatisation épouvantable de l'enseignement supérieur**, dont les effets sont principalement ressentis par les universités qui manquent de ressources et les étudiants qui doivent chaque année payer leur scolarité de plus en plus cher. (...) Si l'on tient également compte de la corporatisation rampante de l'université (bonus d'entreprises pour les équipes de direction, incitation à la publication, système de gestion des performances), **la titrisation peut être interprétée comme une avancée dans la privatisation et l'effondrement de nos universités publiques.** »

**Afrique du Sud** : **La Conférence des Évêques catholiques d'Afrique du Sud accuse l'Agence sud-africaine de sécurité sociale (Sassa) de [traîner les pieds quant à l'ordonnance de 2014 de la Cour Constitutionnelle qui ordonne la mise en place de l'internalisation des versements de subventions au 31 mars 2017](#)**. « Nous appelons le président à faire preuve d'un leadership éthique et à faire porter au ministre et à la Sassa la responsabilité de la mise en péril du système de versement des subventions. **Nous appelons également le cabinet et le Trésor à revoir la sous-traitance des services publics indispensables à l'éradication de la pauvreté au sein de notre population. Nous estimons que la sous-traitance à outrance et la prolifération des partenariats public-privé autour des services publics clés constitue une nouvelle forme de privatisation qui ne sert pas les intérêts des pauvres dans notre pays.** »

**Afrique du Sud** : [Le syndicat national des mineurs et le Congrès des syndicats sud-africains \(COSATU\) critiquent la décision d'Eskom de fermer cinq centrales électriques](#), Hendrina, Kriel, Komati, Grootvlei et Camden. Les obligations dues au changement climatique auxquelles se soumet l'Afrique du Sud (introduction des énergies renouvelables dans le réseau de distribution de l'électricité) **« ne devrait donner lieu ni à des privatisations déguisées, ni à la commercialisation d'Eskom. »** **Sizwe Pamla, porte-parole national de la fédération syndicale**, a déclaré « qu'Eskom et le gouvernement devraient suspendre leur plan visant à fermer les centrales électriques jusqu'à ce qu'une solution de transition soit trouvée par tous les acteurs concernés. »

**Botswana** : [Cinq organismes paraétatiques ont été choisis pour la privatisation](#) : on retrouve notamment Air Botswana, la Botswana Meat Commission, Botswana Railways, la National Development Bank et le Botswana Agricultural Marketing Board.

**Burkina Faso** : Les législateurs tentent de [s'interposer pour empêcher la privatisation de FESPACO \(Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou\)](#), festival du film et de la culture reconnu dans le monde entier. « Il est important de légiférer. Si le FESPACO, qui doit son existence à un texte administratif, est désormais géré par une loi, **le gouvernement aura toutes les peines du monde à le privatiser sans passer par le parlement,** » explique Michel Ouédraogo.

**Kenya** : Muthoni Wanyeki, directeur régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, accuse le gouvernement d'avoir [manqué de bonne foi dans les négociations avec les médecins du secteur public en grève](#) et fait le lien avec « le fait que **les responsables de la politique gouvernementale relative aux prestations de la fonction publique évitent eux-mêmes les services publics** dès qu'ils le peuvent a contribué à créer un détachement inquiétant. Nous en sommes témoins à chaque fois qu'une catégorie de fonctionnaires se met en grève. Je pense notamment aux grèves des enseignants. **Les décisionnaires de la fonction publique ne s'investissent plus personnellement dans la garantie des prestations des services publics. Parce qu'ils peuvent payer pour les mêmes prestations privées,** et cela vaut pour tous les domaines, de l'éducation à la santé. »

**Madagascar** : Haja Maminirina, président du Syndicat Autonome des Travailleurs, [exige que les travailleurs puissent s'exprimer quant à la gestion de l'entreprise publique de production d'énergie](#), Jirama. « Nous ne sommes pas opposés au changement de direction et à la restructuration qui visent à améliorer la gestion de l'entreprise. Mais il est important que toutes les forces de l'entreprise puissent être consultées si nous voulons changer la situation de Jirama. De fait, **les décisions prises par les dirigeants depuis des années ont nui à la santé du pays, je pense notamment à la privatisation des entreprises publiques.** »

**République de Maurice** : Jayen Chellen, secrétaire général de l'Association des consommateurs de l'île Maurice (ACIM), [s'oppose à la privatisation des réseaux d'eau du pays](#). « Nous ne voulons pas que l'eau soit privatisée car à travers le Bill Mauritius Fund, la CWA récolte 3,2 milliards de roupies mauriciennes (Rs). » précise-t-il. « La somme nécessaire pour changer les canalisations usées avoisine les Rs 4 milliards. **Cette privatisation donnera lieu à une augmentation des coûts et des profits, sans pour autant améliorer la qualité de l'eau. Ce sont les actionnaires qui vont en bénéficier. Nous perdrons aussi un patrimoine. Tous les économistes s'accordent à dire qu'il ne faut pas privatiser un bien public.** » L'ACIM a demandé à rencontrer Ivan Collendavelloo (vice-premier ministre et ministre de l'Énergie et des Utilités publiques) à ce sujet mais en vain.

**Maroc** : [Des manifestants marchent dans Rabat](#) pour commémorer l'anniversaire de la vague de protestations de 2011, plus connue sous le nom de Mouvement du 20 février, « qui s'inspirait des soulèvements arabes en Tunisie et d'autres pays arabes. Les manifestants, qui représentaient une multitude d'appartenances politiques, se sont ralliés sous la bannière du Mouvement du 20 février et ont appelé entre autres à **mettre un terme à la corruption et à la privatisation des écoles,** à l'obtention de meilleures conditions de logement et perspectives d'emploi. »

**Namibie** : Un [débat sur la privatisation](#) fait rage dans les pages de The Namibian à la suite d'un appel d'Andrew Jansen de Simonis Storm Securities à la privatisation partielle de certaines entreprises publiques comme solution à la crise économique que traverse le pays. S. McCarthy de Walvis Bay réagit : « Bien sûr, Jansen **ne fait que reproduire la bonne vieille propagande selon laquelle le secteur soi-disant privé est plus efficace** et donc plus intéressant pour la Namibie. **Mais a-t-on déjà pu prouver ces affirmations ?** Doit-on comprendre que « l'efficacité » implique des bénéfices plus importants pour les 1 % ? C'est probablement la façon dont les capitalistes exploitent ce concept. Mais

qu'en est-il du reste ? Les pertes d'emploi, la paupérisation grandissante de la population et l'augmentation galopante de la charge de travail pour les employés restants ? »

**Nigéria** : [La contestation s'intensifie face à un projet de loi relatif à la « protection de l'environnement » considéré comme un premier pas vers la privatisation de l'eau.](#) « Des groupes de la société civile, des militants du peuple et des syndicalistes dédiés à la cause de l'eau ont formé une coalition qui a pour but de résister au projet de Loi relatif à la protection et à l'amélioration de l'environnement adopté [le 21 février] par l'Assemblée de Lagos moins de deux semaines après que les groupes ont contesté les articles clés dudit projet de loi lors d'une consultation publique organisée par la Commission sur l'environnement. » Parmi les groupes concernés on compte l'ONG Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria (ERA/FoEN), le syndicat de fonctionnaires Amalgamated Union of Public Corporations, **Civil Service Technical and Recreational Services Employees (AUPCTRE)**, Peace and Development Project (PEDEP) et Centre for Children's Health Education, Orientation and Protection (CEE-Hope). On trouve également, entre autres, le Center for Dignity and African Women Water Sanitation and Hygiene Network (AWWASHN). « Akinbode Oluwafemi, sous-directeur exécutif d'ERA/FoEN, affirme être extrêmement choqué par ce passage clandestin par des membres de l'Assemblée, qui témoigne d'un mépris évident pour les habitants de Lagos, déjà victimes du **refus de financement du secteur de l'eau par le gouvernement de Lagos qui jette les bases de la privatisation.** » M. Oluwafemi souligne également que « le rapprochement précipité et le recours à cette pause par les législateurs après avoir passé cette loi est plus que suspect. Il s'agit d'un complot contre la population. »

**Nigéria** : John Donnachie, directeur général de l'IBEDC, [révèle](#) que des agences gouvernementales « [ne se sont pas acquittées de leur consommation électrique pendant les trois années suivant la privatisation du secteur de l'énergie.](#) » Ce secteur est en proie à une crise majeure et a récemment bénéficié d'une [aide financière de 702 milliards de Nairas.](#)

Nigéria : [L'ISP fustige contre le plan de privatisation du gouvernement](#) et le décrit comme défavorable aux travailleurs. Parallèlement, le Conseil d'État du TUC de Lagos a critiqué la loi récemment passée par l'Assemblée de Lagos et qui refuse l'accès à l'eau à ses habitants. Peters Adeyemi, vice-président de l'ISP a déclaré : « la privatisation a entraîné l'insécurité de l'emploi. Ce que vous observez aujourd'hui, ce sont des pratiques abusives à l'encontre des travailleurs. Dans notre pays, presque tous les services sont en passe d'être privatisés. Malgré la conviction largement partagée selon laquelle le gouvernement n'a rien à faire dans les affaires et tout se joue avec le secteur privé, nous avons bien conscience que la plupart de nos richesses nationales ont été vendues à des particuliers. Nous savons également que la majeure partie des projets de privatisation entrepris par le gouvernement a échoué. La prétendue privatisation n'a pas réussi et s'est effondrée. »

**Soudan** : [Les travailleurs du port de Port-Soudan manifestent contre les plans de privatisation.](#) **Osman Tahir, responsable de l'Alternative Port Workers Union** (syndicat alternatif des travailleurs du port) « affirme qu'environ 230 travailleurs ayant été précédemment licenciés ont été autorisés à reprendre le travail au sein de la Sea Ports Corporation, suite, selon lui, à la **pression grandissante et aux manifestations contre la privatisation.** (...) Ce sont les ouvriers du port maritime qui ont mené les manifestations afin de protester contre la **privatisation du port de Port-Soudan dont ils ne veulent pas.** Tahir : « Des centaines de travailleurs se sont joints aux organisations de la société civile. La manifestation a duré jusqu'à minuit. » Les intervenants lors de l'événement ont insisté sur le fait que la privatisation du port aurait pour conséquence le déplacement de nombreux employés. »

**Togo** : [La critique gronde](#) alors que le gouvernement [avance dans la privatisation des services de santé publique](#) (tout en niant ses agissements) : « **Les 7 et 8 février, un séminaire subrégional organisé par l'Internationale des Services Publics (ISP) et la Fédération Nationale des Syndicats de la fonction publique du Togo** a réuni à Lomé journalistes et acteurs des syndicats et de la société civile originaires du Togo, du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal, du Bénin, du Tchad, du Cameroun, de la RD du Congo, du Nigéria, de la République du Niger et de Guinée-Conakry. L'événement portait sur le thème des Partenariats public-privé et le droit à la santé. » (...) Les participants ont fait part de leurs doutes sérieux : « Le format de contrat en question, en particulier les PPP, garantit-il une offre et un accès à des soins de qualité auxquels tous les citoyens togolais ont droit ? **Par quoi la non implication de tous les partenaires sociaux, sociétés civiles et utilisateurs dans le processus de contrat en cours peut-elle s'expliquer ?** » C'est dans cette optique que les participants à l'atelier expriment leur grande inquiétude quant à la pertinence, à l'efficacité, au rendement et à la ponctualité d'une telle approche pour le Togo. **Ils demandent au gouvernement d'organiser une large concertation avec toutes les parties prenantes, notamment les syndicats, les organisations de société civile et plus particulièrement les utilisateurs, en vue d'adopter un processus ouvert, participatif et transparent**, soit un appel à la mise en place d'une base nationale à ce processus de PPP le plus rapidement possible. »

**Tunisie** : L'UGTT, principale fédération ouvrière, affirme qu'elle « [refuse catégoriquement](#) » la [privatisation des banques publiques](#). La décision de vendre les banques d'État n'a pas encore été prise, déclare Lamia Zribi, ministre des Finances. Mais Mongi Rahoui, président du comité des finances de l'Assemblée des représentants du peuple, répond que la souveraineté est laissée à l'assemblée et non à l'exécutif.

**Tunisie** : Les enseignants de secondaire et leurs appuis [ont organisé un sit-in devant le siège du ministère de l'Éducation afin de défendre le système d'éducation publique](#) et « **s'opposer catégoriquement à sa privatisation.** » Un professeur explique qu'une institution d'état négligée et marginalisée associée à un manque de réforme de l'éducation pousserait les parents à inscrire leurs enfants dans des écoles privées. Ils demandent la démission du ministre.

**Tunisie** : Alors que l'[ombre de la privatisation](#) plane sur **Tunisair**, « **les tensions sociales s'amplifient depuis plusieurs mois au sein de l'entreprise.** »

## Asie-Pacifique

**Australie** : David Hetherington, qui a présidé le Sondage de la population sur la question de la privatisation (**People's Inquiry into Privatization**), explique « [à quel point la privatisation déçoit nos communautés.](#) » Le sondage intégrait des panélistes indépendants : **Yvonne Henderson (ancienne commissaire chargée de l'égalité des chances WA) et Archie Law d'Action Aid.** 12 villes et centres régionaux ont été consultés, notamment Perth, Darwin, Adelaide, Hobart, la Vallée Latrobe, Melbourne, Canberra, Wollongong, Sydney, Newcastle, Brisbane et Cairns. « Pendant plusieurs mois, j'ai sillonné l'Australie en tant que président du groupe d'experts pour le People's Inquiry into Privatization et **j'ai écouté les locaux me raconter dans quelle mesure la cession des services publics les avait affectés ainsi que leurs familles.** L'impact des soumissions est des plus inquiétants si on l'observe dans sa globalité. La privatisation de la prise en charge du handicap n'est qu'un sujet parmi tous ceux que nous avons entendus. L'histoire se répète en ce qui concerne l'électricité, la santé, l'éducation, et bien d'autres. » [[Site Internet du sondage People's Inquiry](#)]

**Australie** : Le parti travailliste a remporté une victoire écrasante en Australie-Occidentale, « [en faisant échouer des privatisations à plusieurs milliards de dollars, notamment un port et un réseau électrique majeur](#). Le parti travailliste de l'opposition, **qui avait fait campagne contre le gouvernement qui envisageait de vendre** une part majoritaire du réseau électrique Western Power (15 milliards de dollars australiens) et de privatiser le port de Fremantle (1,5 milliard), affiche une victoire haut la main. **Il gouvernera sans partenaire de coalition**. Ce résultat **porte un coup aux plans de privatisation**, le gouvernement australien encourageant les états à vendre des actifs en leur offrant des subventions en espèces pouvant aller jusqu'à 5 milliards de dollars australiens s'ils réinvestissent rapidement les bénéfices dans des projets d'infrastructure. »

**Australie** : Le gouvernement [fait fi des appels à conserver les foyers pour personnes handicapées dans le secteur public et en sous-traite la gestion à trois entreprises privées](#). « **Troy Wright, secrétaire général adjoint de la PSA**, indique que les concertations avec le gouvernement n'étaient que supercherie. 'Ils expliquent aux familles qu'elles seront consultées avant qu'une décision finale ne soit prise, mais dans le cas de Hunter, on indique aux résidents et à leurs familles quel sera l'opérateur,' ajoute M. Wright. 'Il n'y a qu'un nom sur la liste. Ce n'est donc pas une liste.' Paul James, organisateur du syndicat de Hunter, déclare que le NDIS a été formulé sur des 'principes de choix' alors que la privatisation de NSW force les gens à prendre des décisions qu'ils ne souhaitent pas prendre. » [Les travailleurs handicapés du NSW ont mené une action syndicale contre la privatisation des services aux personnes handicapées](#). **Michelle Mackintosh, organisatrice locale pour la PSA** indique que « si ces travailleurs sont absorbés dans le secteur privé, ils devront composer avec des salaires et des conditions de travail moins intéressants. Si ces travailleurs quittent le secteur, leur expérience les suit, ce qui portera non seulement atteinte au secteur, mais aussi à leurs clients. »

**La Public Service Association (PSA)** a organisé une manifestation spontanée à l'occasion de la journée internationale de la femme [pour exprimer son opposition à la privatisation des services aux personnes handicapées](#). **Trish Doyle, parlementaire travailliste pour Blue Mountains**, s'est exprimée sur le sujet du handicap devant le parlement, condamnant « [les mauvaises conditions de licenciement dans un secteur professionnel dominé par des femmes](#). »

**Australie** : [Les emplois sont menacés si la privatisation de Housing NSW se poursuit](#), déclare la **Public Service Association (PSA)**. « Steve Mears, organisateur pour PSA North West, affirme que l'association se prépare à faire pression sur les parlementaires pour s'assurer que leurs postes soient conservés, sans savoir exactement combien de postes pourraient être transférés dans le secteur privé. **'La gestion de la quasi-totalité de notre système de logement social a été confiée au secteur privé,**' précise M. Mears. »

**Australie** : Le Newcastle Herald déclare que « L'article dans le Sydney Morning Herald ([L'augmentation des tarifs des prothèses auditives provoque l'indignation](#)' SMH, 3/3) [devrait suffire à mettre fin aux intentions du gouvernement Turnbull de privatiser Australian Hearing](#). **Cette privatisation toucherait les jeunes et les personnes âgées, qui aujourd'hui bénéficient d'un service de qualité de la part d'Australian Hearing**. Ils rejoindraient alors la majeure partie de la population australienne, qui se fait tondre la laine sur le dos par ceux qui ne cherchent qu'à vendre des prothèses auditives et en tirer des bénéfices. »

**Australie** : Le leader de l'opposition Luke Foley [est l'invité](#) radio de Ray Hadley pour s'exprimer sur la privatisation du **bureau d'enregistrement des titres fonciers**. Le Sydney Morning Herald [signale](#) que

« **L'avenir de plusieurs centaines d'employés du bureau d'enregistrement des titres fonciers de NSW est des plus incertains après qu'une fuite a révélé un projet de contrat dans lequel le futur opérateur privé pourrait les priver de leur emploi.** »

**Inde** : **Imrana Qadeer**, ancienne professeure et l'un des membres les plus anciens du corps enseignant de l'université Jawaharlal Nehru (JNU), [a affirmé lors d'une conférence sur les politiques et défis liés à la santé](#) que « le gouvernement investissait beaucoup dans le développement des centres de soins tertiaires du pays, mais qu'il y avait urgence à consolider les centres de soins primaires. Si les centres de soins primaires étaient développés, les médecins aussi préféreraient officier dans les zones rurales, ajoute-t-elle. **Elle s'inquiète de la privatisation du secteur de la santé dans le pays et explique que les hôpitaux ont fait main basse sur l'intégralité du secteur des soins tertiaires et progressent vers les soins primaires et secondaires.** Elle ajoute **que cette évolution est très inquiétante et entraverait sérieusement les services offerts dans le secteur public de la santé.** »

**Inde** : Dans un article de l'India Water Portal, Makarand Purohit analyse « [ce qui ne va pas dans la privatisation de l'eau](#) » et son histoire. « La volonté de privatiser le secteur de l'eau en Inde a pris de la vitesse après 2000, lorsque le gouvernement indien **a adopté plusieurs réformes suggérées par les institutions financières internationales** telles que la Banque Mondiale et la Banque asiatique de développement. » Pradeep Purandare, expert de la loi sur l'eau affirme que « **les partenariats public-privé en Inde n'ont à ce jour pas réussi à redresser la situation des services de l'eau dans le pays et aucune loi ni règle n'existe dans le secteur privé pour en réglementer le fonctionnement.** »

**Inde** : Les syndicats se sont rassemblés en masse pour protester contre les [plans du gouvernement qui envisage de vendre des parts de marchés dans 10 grandes entreprises](#). **Tapan Sen, parlementaire et secrétaire général du Centre des syndicats indiens**, « a affirmé que cette avancée faisait partie des efforts conjugués du gouvernement d'union pour permettre l'entrée déguisée d'entreprises telles que Reliance dans le secteur de la production en lien avec la défense. Il ajoute que l'unité des travailleurs participerait à la protection des entreprises publiques contre la cupidité des entreprises et leur intention de détourner la terre et les ressources du gouvernement. **R. Chandrasekharan, président du Congrès syndical national indien, Thampan Thomas, leader du HMS (force ouvrière) et M.B. Rajesh, parlementaire**, ont également axé leur discours sur l'importance de l'unité ouvrière pour protéger les entreprises publiques. [Public Sector Companies] »

**Inde** : [Il est question de privatiser la gestion des déchets solides à Bangalore](#). « Le **principal frein** à la mise en place du tri des déchets et à la décentralisation de la gestion **réside dans le lien entre les entrepreneurs, les responsables et les dirigeants**, déclare Megha Shenoy de la Fondation Ashoka pour la Recherche en Écologie et l'Environnement. »

**Inde** : Les salariés de BSNL, société publique de télécommunications, [sont vent debout contre sa privatisation](#). « Dans un mémorandum, les membres du syndicat s'opposent fermement à la décision du Centre d'étudier la recommandation de NITI Aayog concernant le désengagement/la vente stratégique de BSNL tel que communiqué par le cabinet du premier ministre au secrétaire du département des Télécommunications dans une lettre du 30 décembre 2016. Le **président** du [Syndicat des employés de BSNL](#), **Shakil Khan** a annoncé que l'entreprise donnait du fil à retordre à ses homologues privés. Ils exigent que BSBL reste une entreprise publique et **annoncent qu'ils s'opposeront à toutes les tentatives de privatisation 'dans l'intérêt de ses clients et de la nation'**. Ils déclarent que les décisions du gouvernement quant à BSNL devraient plutôt s'attacher à consolider l'entreprise plutôt que de l'affaiblir. »

**Nouvelle Zélande** : L'Association néo-zélandaise du service public a demandé à ce que toutes les agences gouvernementales suivent l'exemple du Ministère des Affaires, de l'Innovation et du Travail en [publiant les détails de leurs dépenses auprès de prestataires](#). **Glenn Barclay, secrétaire national de l'ASP** affirme que « depuis que National a été porté au pouvoir en 2008, les salaires et les conditions de travail se sont détériorées, à tel point que beaucoup de travailleurs qualifiés préfèrent abandonner leur CDI pour devenir prestataires. Une fonction publique saine et dynamique devrait pouvoir offrir des postes intéressants et rémunérés justement. Ces chiffres indiquent justement que ce n'est pas le cas. (...) Les Néo-Zélandais attendent des services publics de qualités, fournis par des employés dévoués. Au lieu de cela, des millions de dollars passent directement dans les caisses du secteur privé. » Il ajoute également que « le gouvernement doit s'expliquer sur ce qui précarise les ministères. »

**Nouvelle Zélande** : Patrick Nolan, principal conseiller en économie et recherche de la Commission néo-zélandaise sur la productivité [s'arrête sur la question complexe de la productivité de la fonction publique](#). La productivité du secteur privé est généralement estimée par le biais d'un prix, ce qui ne peut convenir à l'évaluation des services publics. « À l'inverse, les services publics manquent généralement ou au mieux reflètent mal les prix puisqu'ils sont offerts ou subventionnés. Ils ne peuvent donc pas servir à évaluer approximativement la valeur ajoutée par ces services et il convient d'associer plusieurs éléments (schéma de pondération). Les pondérations de coûts sont souvent utilisées mais elles expriment la valeur attribuée au service par le producteur et sous-entendent qu'à un service plus cher équivaut un service de meilleure qualité. (...) S'ils sont adaptés, les efforts **permettront de soutenir la productivité du secteur public et de renforcer les services proposés**. »

**Nouvelle Zélande** : Le parti des Verts a dénoncé [le plan du gouvernement qui prévoit de laisser des sociétés étrangères à but lucratif faire de l'argent sur le système public de santé mentale au moyen de « contrats sociaux](#). » **Jan Logie, porte-parole pour le développement social du parti des Verts** déclare : « les contrats sociaux indiquent que le gouvernement cherche encore à privatiser les services publics, ce qui se traduira toujours par l'abandon des plus vulnérables et les privilèges aux partenaires de National. National tente de lancer ces contrats sociaux depuis 2013, au prix de nombreux détours et retards involontaires et coûteux. Ces frais de mise en place avoisinent les dizaines de millions de dollars, alors que nos services sociaux sont face à d'importantes restrictions budgétaires. **Ce nouveau contrat ne semble pas particulièrement innovant. Il ne fera que ponctionner les ressources des principaux services gouvernementaux**. Les modèles d'aide individualisée et de prise en charge intégrée n'apportent rien de neuf et surtout rien que nos propres organisations ne puissent offrir ou n'offrent déjà. » **Annette King, porte-parole du ministère de la Santé et leader adjoint du parti travailliste** a déclaré que le programme des contrats sociaux « sape le travail de nos services locaux de santé mentale qui souffrent d'un manque cruel de moyens. (...) Elle ajoute également qu'il est insensé de faire confiance à une entreprise privée pour améliorer la prise en charge de la santé mentale. **Shaun Robinson, directeur général de la Fondation pour la Santé mentale** s'inquiète quant à lui des prestataires qui pourrait cibler les cas les plus simples pour atteindre leurs objectifs et dégager leurs bénéfices. »

Au moyen de **contrats d'impact social** étiquetés avec soin, les investisseurs espèrent [générer des profits en « aidant » environ 1 700 personnes du sud de la province d'Auckland atteintes de troubles mentaux](#) à retrouver du travail. **Les Maoris et les populations des îles du Pacifique étant plus touchés que les autres par les troubles mentaux, le lieu choisi est délicat pour lancer le programme des contrats sociaux néo-zélandais**. »

**Nouvelle Zélande** : [Lynda Stuart](#), récemment élue [présidente du New Zealand Educational Institute \(NZEI Te Riu Roa\)](#), **fait feu sur la privatisation des écoles**. « J'aimerais voir un revirement **des politiques qui ont échoué en matière d'éducation et mis l'accent sur la privatisation et la normalisation**. Les politiques de type normes internationales et écoles sous contrat n'ont pas leur place dans un pays qui chérit les valeurs de la diversité et de la personnalisation du parcours d'apprentissage des enfants. (...) D'autres défis doivent également être relevés, comme **l'idéologie politique qui mène le système éducatif et la tendance à la privatisation et à la normalisation**. Cela renforce l'approche universelle qui ne reconnaît pas la diversité des forces et talents de nos enfants. »

**Nouvelle Zélande** : La députée Marama Davidson s'exprime sur « [Éviction de Niki : La privatisation des logements sociaux](#). » Niki, locataire d'un logement social, « n'a jamais manqué de payer son loyer pendant 21 ans. Elle a pris soin de son humble logement alors que son propriétaire laissait d'autres résidences à l'abandon. Elle s'est vu remettre un avis d'expulsion de 90 jours dans le cadre du projet de la Tamaki Redevelopment Company (TRC), **qui vend d'énormes parcelles de terres de la Couronne à des promoteurs une fois retirés et démolis les logements sociaux qui y sont construits**. » Le militant **John Minto** qualifie ces actions de « [vague de privatisation de richesses publiques la plus importante jamais lancée en Nouvelle-Zélande](#) » et affirme qu'il s'agit d'un **acte de « vandalisme social**. »

**Sri Lanka** : **C. R. de Silva**, anciennement « employé du siège de la Banque Mondiale responsable du développement des programmes pour et des négociations de prêts avec plusieurs dragons du miracle économique dans les régions de l'Est asiatique pendant une vingtaine d'années » [analyse l'allégeance du Sri Lanka aux stratégies de développement du FMI](#) et compare ses performances à celles des pays de l'est asiatique qui « ont estimé que **les prescriptions du FMI basées sur la libéralisation de l'économie, la privatisation, l'ouverture des marchés, la discipline fiscale, la stabilité des prix**, fondées sur l'extrême confiance dans les marchés non réglementés pour amener tous les efforts de développement d'un pays pauvre quasiment à l'exclusion d'un rôle fort du gouvernement, **étaient vouées à l'échec** dans un délai plutôt court. Il conclut en déclarant que « **la mise en place des conseils du FMI en matière de politique sur l'amélioration de la fiscalité indirecte et la privatisation/les PPP (Partenariats public-privé) a déjà provoqué des tensions sociales et pourrait en son temps déboucher sur des dissensions entre civils**, comme le laissent présager les récents événements survenus dans le sud. »

**Sri Lanka** : [Les travailleurs](#) s'opposent aux plans du gouvernement qui envisage de privatiser certains domaines lui appartenant.

**Thaïlande** : Le quotidien Bangkok Post annonce que le gouvernement va sérieusement s'endetter pour financer de nouveaux projets d'infrastructures. **Apisak Tantivorawong, ministre des Finances**, déclare que « **pour le reste du financement, 20 % seront issus du programme de partenariats public-privé (PPP)**, 10 % proviendront du budget de dépenses, 2 % de l'offre publique d'origine du fonds TFF (Thailand Future Fund) et le reste des revenus d'entreprises d'État. »

**Vietnam** : Les hôpitaux d'Hô-Chi-Minh-Ville [améliorent la qualité de leurs soins](#). « Les hôpitaux privés, en revanche, nécessitent une amélioration, plus particulièrement ceux spécialisés dans les domaines de la chirurgie esthétique et les cosmétiques. »

**Vietnam** : [Les conseillers japonais recommandent au Vietnam d'adopter un modèle de 'partenariat public-privé' pour développer le port de Liên Chiêu à Da-Nang](#). « C'est **la société Japan Port Consultants (JPC) associée à l'OCDI (Overseas Coastal Area Development Institute of Japan)** qui

a rédigé le rapport de faisabilité pour l'expansion. Le projet de port est lié à d'autres projets, notamment la voie expresse Đà Nẵng-Quảng Ngãi, l'expansion du tunnel de Hải Vân et la construction d'une nouvelle gare. »

**Vietnam** : Alors que des milliers d'habitants d'Hanoï souffrent du **manque d'eau potable**, les autorités annoncent qu'elles « vont [créer des conditions favorables aux investisseurs en matière de territoires et procédures](#). »

**Vietnam** : Le premier ministre Nguyễn Xuân Phúc déclare à Jin Liqun, **président de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB)**, que le pays [appuiera fermement les activités de la banque](#). On s'attend à ce que l'AIIB propose des prêts à Hô-Chi-Minh-Ville pour le développement de ses infrastructures. Le président de l'AIIB « a déclaré que les prêts seraient proposés pour des projets de développement à des taux préférentiels équivalents à ou plus intéressants que d'autres organisations financières internationales. Il a également ajouté que l'AIIB souhaitait aider à résoudre les difficultés auxquelles la ville est confrontée, **notamment les embouteillages, le traitement des déchets et les infrastructures de transports urbains**. Selon Jin Liqun, la banque [offrira également des prêts à taux préférentiels afin d'appuyer les entreprises privées de la ville jouant un rôle dans le développement des infrastructures](#).

-----

## Océanie

Dans le cadre de sa [Campagne mondiale pour le droit à la santé](#) récemment lancée, l'Internationale des Services Publics [amorce une campagne pour le droit à la santé dans la région Océanie](#). « Le mercredi 15 février, sur l'une des routes les plus empruntées d'Auckland, Nouvelle-Zélande, un **mouvement syndical uni** a lancé la Campagne de l'ISP pour le droit à la santé dans la sous-région Océanie. 200 silhouettes de carton à taille réelle représentaient les **20 000 professionnels de santé manquants en Nouvelle-Zélande uniquement**. Selon les syndicats néo-zélandais, les 20 000 professionnels manquants sont la conséquence d'un trou d'1,85 milliard de dollars néo-zélandais dans le budget national de la santé. Le poids de ce manque de financement ne porte pas uniquement sur les professionnels de santé actuels qui doivent travailler plus pour combler les manques, mais également sur les communautés. (...) En Australie, **les professionnels de santé luttent contre la privatisation des hôpitaux et services aux personnes handicapées publics** qui s'accompagneront de la perte du service minimum applicable (rapport patient/infirmier) et de la fragmentation des services de spécialité. »

## Interamériques

**Brésil** : [Les législateurs de Rio de Janeiro votent pour privatiser le réseau public de l'eau et déclenchent une série de manifestations soutenues « et une mobilisation permanente » des syndicats représentant Cedae](#). « Toutefois, le président du syndicat Sintsama à Rio, Humberto Lemos, a déclaré au site d'actualités Globo que les services seraient assurés sans interruption dans une semaine, alors qu'environ 1 million de touristes sont attendus à Rio pour le carnaval qui débute vendredi. '30 % du personnel sera en fonction. D'après la loi, il s'agit d'un service essentiel. Il n'y aura donc pas de pénurie d'eau pour la population, qui ne peut être pénalisée,' a-t-il ajouté.

**Brésil** : Le gouvernement fédéral déclare que les états peuvent mettre jusqu'à trois ans à rembourser les prêts contractés auprès du gouvernement fédéral et des banques privées s'ils consentent à **réduire considérablement leurs dépenses**. En retour, ils doivent accepter de « geler les augmentations de salaire pour les employés et suspendre les embauches, [tout en les amenant à privatiser leurs banques, leurs services d'électricité](#). »

**Brésil** : [João Doria, maire de Sao Paulo, dévoilera ce mois un ambitieux programme de privatisation](#), signale Folha de S. Paulo. Il concernera le parc Anhembi, le circuit d'Interlagos, la gestion privée de la billetterie, le stade Pacaembu, les gares routières, les services funéraires, les marchés, les parcs et les pistes cyclables. Mais même le journal conservateur remarque **l'absence de « règles claires pour la nouvelle gestion des services municipaux : des projets intéressants, des enchères équilibrées, des contrats clairs, »** et souligne « **la mauvaise planification et la réglementation pour la plupart des pathologies parfois liées à la privatisation.** » João Doria promet l'intégralité du programme devant le Conseil d'État d'ici avril. Il revient tout juste d'une tournée au Moyen-Orient, où il a vanté les mérites du programme de privatisation auprès des fonds souverains. « [McKinsey nous aide à préparer tous les programmes](#), » a-t-il déclaré à Valor.

**Brésil** : **Wellington Moreira Franco, ministre en charge d'une importante infrastructure et du programme de privatisation**, pourrait être mis en examen [pour des faits de corruption éventuels](#). Le principal procureur du Brésil serait sur le point de demander l'autorisation à la Cour Suprême d'ouvrir son enquête. Le président brésilien, Michel Temer, a lancé un programme de concessions d'infrastructures afin de lever 45 milliards de réales brésiliens (soit 14,43 milliards de dollars US) d'investissement pour construire et gérer des routes, des terminaux portuaires, des voies ferrées et des lignes électriques. « Wellington Moreira Franco, ministre chargé du programme de privatisation et de l'infrastructure, a annoncé que le gouvernement [offrirait 35 concessions](#) dans le transfert d'énergie.

**Canada** : Les fonctionnaires du Saskatchewan [se rassemblent et protestent contre de possibles coupes budgétaires](#). « On entend beaucoup parler du gouvernement de cette province et de **possibles coupes dans les services publics assorties d'une éventuelle privatisation**. En tant qu'organisateur de ce rassemblement, nous sommes très inquiets des conséquences pour la province du Saskatchewan et les services publics dont nous dépendons tous, » déclare **Trina Donaldson, responsable de la communication pour le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)**. Parmi les intervenants, on comptait des travailleurs et des représentants de la **Fédération du travail du Saskatchewan, du Government and General Employee's Union (SGEU), de la section locale 397 du Syndicat canadien des employés et employés professionnels et de bureau (SEPB), d'Unifor, de l'Union internationale des employés des services (UIES)-Ouest et du SCFP**.

**Canada** : Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) lance une campagne [en opposition à la privation à la dérobée d'une part de SAQ, société publique de distribution de boissons alcoolisées](#). « Les membres du syndicat se préparent à lancer une offensive contre la **privatisation aux couleurs du programme de fidélisation Inspire**. (...) Selon **Marc Ranger, président du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)**, « la suppression de 190 postes au début de l'année et le retournement de l'avant-veille quant au **retrait du drapeau québécois des façades des filiales illustrent le poids de la menace d'une privatisation sur l'entreprise**. 'On sent une directive politique.' »

**Canada** : Les plaintes portant sur la propreté dans les hôpitaux du Nouveau-Brunswick [sont dues à la pénurie de personnel et « un manque de vacataires pour remplacer le personnel absent](#), » déclare le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). « **Norma Robinson, présidente du Conseil des syndicats d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick, la section locale 1252 du SCFP**, maintient que le

problème **ne fera que s'intensifier si le gouvernement de cette province poursuit son programme de privatisation de la gestion des services de nettoyage et de restauration.** »

**États-Unis** : Donald Trump ayant imposé [un gel fédéral des embauches](#) et d'importantes coupes budgétaires afin de financer sa course aux dépenses militaires (54 milliards de dollars), et la menace de suppressions d'emploi planant au-dessus de l'Agence de protection de l'environnement et du Département fédéral du logement et du développement urbain, **un débat fait rage qui pose la question suivante : Trump est-il en train de « réduire la taille du gouvernement » ou tout bonnement le démanteler ?** Steve Bannon, conseiller en stratégie d'extrême droite de Trump, a appelé au démantèlement de « l'état administratif. » **L'on s'attend à davantage de privatisations du côté des centres de détention pour migrants, des prisons, des écoles, du système de santé, etc.** Donald Cohen, pour In the Public Interest, Max Stier pour Partnership for Public Service et d'autres ont échangé sur ces questions lors d'une [récente table ronde organisée sur National Public Radio](#).

Dave Johnson, blogueur participant à la campagne d'America's Future, [analyse le plan de privatisation des services publics clés par Trump](#). « Le 'gel des embauches', par exemple, est **une véritable stratégie en vue d'une privatisation.** Lauren McCauley explique à Common Dreams, dans son article [In step towards privatization, Trump enacts Federal hiring freeze](#) (Trump fait un pas de plus vers la privatisation et décrète le gel fédéral des embauches), ... comme le souligne **J. David Cox Sr., président de la Fédération américaine des employés gouvernementaux (FAEG)**, le gel 'provoquera en réalité une augmentation des coûts pour les contribuables puisque les agences seront forcées d'employer des intérimaires, plus chers, pour effectuer le travail que font déjà les employés gouvernementaux à moindre coût.' Il s'agit en fait d'un pas de plus vers la privatisation du gouvernement fédéral. **'De nombreuses études indiquent que les intérimaires coûtent deux à trois fois plus que chaque employé fédéral qu'ils remplacent,'** déclare David Cox. « Le gel des embauches décrété par le Président Trump donnera lieu à un gaspillage gouvernemental **puisque les agences vont devoir embaucher des intérimaires à prix d'or pour effectuer le travail que les employés fédéraux devraient faire.**' »

**États-Unis** : Jeff Sessions, procureur général pour le Sud de l'administration Trump, révoque la **politique de l'administration Obama qui entendait supprimer les prisons privées**, alors que Donald Trump signe des décrets draconiens sur les mesures de détention et de déportation. « L'annonce de ce jour amène [un décret de plus de la part de cette administration qui sabote les droits civiques des personnes incarcérées et les efforts déployés pour réformer la justice pénale](#), » déclare Bob Libal, directeur exécutif de Grassroots Leadership. « Cette administration semble plus intéressée par les caisses de ses amis dans les prisons privées que par la promotion de politiques de bon sens qui permettraient de réduire les populations carcérales et de fermer certaines prisons en proie à des troubles. » En octobre, GEO Group qui gère une prison privée [a engagé trois anciens collaborateurs de Jeff Sessions pour faire pression](#).

**États-Unis** : La Fédération américaine des employé(e)s de l'Etat, des comtés et des municipalités (AFSCME), **section 31**, syndicat représentant le plus grand nombre de fonctionnaires de l'Illinois, annonce que 81 % de ses membres [ont voté en faveur d'une grève qui sera la première à l'échelle d'un état](#). L'AFSCME 31 représente les 38 000 travailleurs qui aident les personnes handicapées, travaillent dans les parcs nationaux, prennent soin des vétérans et assurent de nombreux services publics. Pour connaître les détails des négociations et [consulter la feuille de renseignements AFSCME sur les « demi-vérités » de l'administration Rauner sur la privatisation](#), contactez le [Centre national d'information sur les contrats](#).

**États-Unis** : Un projet de loi a été présenté au Nouveau-Mexique. [Il pourrait donner le feu vert à une privatisation massive des services et infrastructures publics](#) et soulève un élan de protestation de la part des groupes d'intérêt public. **Eleanor Bravo, organisatrice pour le sud-ouest pour Food & Water Watch** et résidente de longue date au Nouveau-Mexique écrit : « HB 275 est un accord qui nuira au Nouveau-Mexique. Les chefs d'État distribuent les exonérations d'impôts à tour de bras aux sociétés commerciales de l'état. Et puisque le gouvernement ne peut plus se permettre d'entretenir une infrastructure vieillissante, il envisage de laisser des sociétés privées gagner de l'argent sur le dos de cette infrastructure dont nous avons tant besoin. Outre la définition générale des « projets publics » concernés par la privatisation, **le projet HB 275 dresse une liste précise de barrages, réservoirs, de structures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de pipelines pour l'eau, de restauration, nettoyage ou réutilisation de l'habitat ou de l'environnement, de réduction des combustibles dangereux, de centrales électriques, de déchets solides, de recyclage, et autres services et structures environnementaux basiques et essentiels.** »

**États-Unis** : [Après deux suicides en 60 jours](#), « Howard Talenfeld, avocat représentant la famille biologique de Naika Venant, annonce qu'il s'agit là d'une **dernière preuve que la privatisation du système de famille d'accueil ne fonctionne pas.** 'C'est le département des services sociaux qui fournit le travail à un prestataire tel que Our Kids, **qui sous-traite auprès d'agences de prise en charge,**' ajoute-t-il. 'On voit des enfants qui ne sont pas placés là où ils le devraient ou qui **ne bénéficient pas des services qu'ils mériteraient.** Naika n'aurait pas dû se retrouver sur Internet.' »

**États-Unis** : [La Massachusetts Bay Transportation Authority \(l'autorité organisatrice des transports de l'État du Massachusetts aux États-Unis\) progresse dans ses plans de privatisation des éléments clés du système.](#) « Les techniciens d'entretien des bus sont représentés par la **section 15 du Syndicat des machinistes** plutôt que par le **syndicat de Carmen.** Ils ne sont donc pas couverts par l'accord de décembre **et plus vulnérables aux attaques.** La direction étudie également ses plans visant à créer de 'nouveaux' itinéraires de bus qui seraient sous-traités à des prestataires commerciaux au prétexte qu'ils n'existaient pas au moment où l'accord a été signé. Les possibilités d'heures supplémentaires pour les ouvriers de la MBTA sont anéanties avec le FMCB qui envisage le recours à des compagnies de bus privées telles que Peter Pan pour assurer un service de navettes lorsque les lignes de métro sont fermées pour réparation. »

**Mexique** : [Les agriculteurs de Puebla rejettent les plans de privatisation de l'eau dans l'état.](#) Ils estiment que cela constituerait une menace pour la production agroalimentaire. « Du haut de leurs tracteurs, les agriculteurs d'une douzaine de communautés dans l'état de Puebla sont arrivés dans la capitale de l'état afin d'**exiger l'abrogation de la réforme.** (...) En majorité constitué de femmes et de personnes âgées, le groupe est parti à pied du Parque Paseo Bravo pour rejoindre le Congrès. La police antiémeute était là pour les accueillir, mais aucun débordement n'est à déplorer.

**Mexique** : Contrôlé par le Parti Révolutionnaire Institutionnel ou PRI, le conseil municipal de Guadalupe (état de Zacatecas) [prend ses dispositions pour privatiser le système d'éclairage urbain.](#) Mais l'opposition affirme que cela nuira aux finances de l'état de Zacatecas. « Le **supposé 'partenariat public-privé'** proposé par le maire Enrique Flores Mendoza dans sa demande à l'organe législatif reste très onéreux pour les caisses municipales, déclare le député Omar Carrera [Morena, parti de gauche]. L'investissement public, s'il utilisait ses propres ressources pour changer et entretenir les [15 800 luminaires], avoisinerait les 158 millions de pesos en dix ans.

**Panama** : L'Autorité du Canal de Panama (ACP) a réfuté les allégations selon lesquelles [il y aurait tentative de privatisation des services des remorqueurs](#), publiées par les syndicats de pilotes, de

capitaines de remorqueurs, d'officiers de pont et d'ingénieurs des voies navigables. Mais le Capitaine **Cristóbal Falques, secrétaire général de l'Union des capitaines et officiers de pont (UCOC)**, déclare que l'autorité du canal ment de manière éhontée [et tente de détourner l'attention de la question de la privatisation](#). Les syndicats précisent que le plan directeur de Quijano et Roy est mis en place avec tant d'impudence que [les sociétés privées qui tireraient avantage de cette privatisation ont déjà des intérêts dans le réseau de l'eau panaméen et attendent la modification des réglementations en matière de navigation](#). Nous n'en sommes qu'au début d'un plan bien orchestré qui vise à tirer du Canal de Panama des bénéfices juteux réservés à quelques élus, même si cela doit nuire à son efficacité et sa capacité à générer des richesses pour la nation. »

**Pérou/Amérique Latine** : L'affaire de corruption qui touche le groupe Oderbrecht pousse les gouvernements et les groupes d'intérêt public au Pérou et sur tout le continent [à étudier sérieusement la façon dont les partenariats sont établis et contrôlés](#), annonce The Economist. « La corruption est monnaie courante dans la passation de marchés publics, explique **José Ugaz, avocat péruvien à la tête de Transparency International**, organisme de surveillance basé à Berlin. Et d'ajouter, pourtant, certaines particularités sont uniques dans le scandale Odebrecht. Les entreprises brésiliennes ont **ciblé les décisionnaires**, et préparé le terrain en payant pour les services de gourous politiques brésiliens lors des campagnes électorales ou en offrant leur **contribution politique ou tout simplement en offrant des pots-de-vin**. Leur méthode consistait principalement à **décrocher des contrats en faisant des offres basses puis en garantissant de façon malhonnête de grosses augmentations par le biais d'avenants**, alors parfois que l'encre sur le contrat n'était même pas encore sèche. **Cette technique s'appliquait plus particulièrement aux contrats impliquant des partenariats public-privés (PPP), devenus tendance dans la région et typiquement utilisés pour les projets complexes et importants, comme la construction d'autoroutes ou l'aménagement hydroélectrique**. José Luis Guasch, ancien employé de la Banque Mondiale, a constaté que **78 % de tous les PPP relatifs au transport en Amérique Latine avaient été renégoiés**, avec en moyenne quatre avenants par contrat et une augmentation du coût de 30 millions de dollars par avenant. Ainsi le coût d'une route reliant le Brésil au Pérou est passé de 800 millions à 2,3 milliards après 22 avenants. De tels changements dans les contrats peuvent 'fournir un terrain fertile pour la corruption', ajoute M. Guasch. Les gouvernements ont pris des mesures afin de renforcer les règles régissant l'octroi des contrats. **Le Chili, la Colombie et le Pérou ont tous approuvé les lois sur les PPP qui entendent rendre plus difficile la renégociation de la part des entrepreneurs. Il faut faire plus encore. Tous les contrats et les demandes de changements doivent être publiés en ligne**, conseille Eduardo Engel, qui a dirigé une commission anticorruption au Chili. Et les comités d'appels d'offres devraient puiser leurs membres en dehors des ministères chargés des infrastructures. »

## Europe

La FSESP (Fédération Syndicale européenne des Services Publics) sera impliquée dans des activités dans le cadre de la [2e journée d'action européenne contre les effets de la privatisation, l'économie de marché et la commercialisation de la prise en charge santé et sociale sur les employés du secteur, sur les patients/utilisateurs/citoyens, ainsi que sur nos sociétés](#). Ce jour fait écho à la **Journée mondiale de la santé (le 7 avril)**.

**Espagne** : Barcelone et Madrid **s'appuient sur un mouvement fort de remunicipalisation** pour réorganiser les services publics. [David Hall, pour l'Unité de recherche de l'Internationale des services](#)

[publics, propose un résumé de la conférence du mois de décembre.](#) « Un certain nombre de caractéristiques communes ont fait surface lors de la discussion du jour. Premièrement, les nouveaux groupes posent systématiquement la question de la remunicipalisation, fondée sur des critères explicites. Deuxièmement, **les fonctionnaires sont au cœur des nouvelles politiques**, bien que les partis et les groupes n'aient aucun lien formel avec les syndicats établis. Troisièmement, l'opération est menée avec un grand professionnalisme juridique, financier et technique. (...) **L'emploi direct de fonctionnaires est bien évidemment central**, pour un certain nombre de raisons. La remunicipalisation vise principalement au **rétablissement des capacités d'une municipalité à assurer ces services**, ce qui exige l'emploi direct de travailleurs affichant les compétences pratiques et professionnelles recherchées. Cela permet à la municipalité de travailler avec un groupe de personnes dévouées aux services publics et ainsi de gérer, développer et changer ces services dans l'intérêt public. La fin de la privatisation implique que les personnes employées par des entreprises privées soient réembauchées par la municipalité. » Voir également la présentation détaillée sur « [Les approches stratégiques de la remunicipalisation à Barcelone.](#) »

**France** : François Fillon, candidat à la présidence du pays sévèrement touché par une affaire de corruption, **revient sur sa position agressive quant à la privatisation des services publics.** Il a « proposé des réformes édulcorées du système de santé publique [après que plusieurs plans visant à privatiser en partie le système ont fait chuté sa cote de popularité dans les sondages;](#) »

**France** : Le maire de Baumont-sur-Oise nie [avoir l'intention de céder la maison de retraite.](#) « L'association **Touche pas à ma ville a récemment lancé une pétition** visant à 'empêcher l'abandon de notre patrimoine, **éviter la privatisation de notre résidence pour personnes âgées et protéger nos anciens.** »

**Irlande** : [Les 40 millions d'Euros de frais pour du personnel intérimaire à l'hôpital universitaire de Limerick provoquent l'indignation.](#) Maurice Quinlivan, Député au Dáil (TD) déclare « il s'agit d'une critique sévère de l'incohérence de la politique du gouvernement en matière de santé et de l'indifférence dont ce dernier fait preuve vis-à-vis des prestations du système de santé universel. Le recours à des intérimaires a fortement augmenté et tient à la mauvaise gestion des hôpitaux du pays par le HSE (système de santé publique) et le Gouvernement, ainsi que de leur incapacité à susciter l'intérêt pour le système de santé des jeunes diplômés, qui préfèrent s'offrir aux systèmes étrangers mieux rodés. Cela illustre également la privatisation en cours du système de santé, ainsi que **la dégradation des conditions de travail des professionnels de la santé qui se sont engagés à travailler pour le secteur public.** Cette somme faramineuse dépensée pour l'emploi d'intérimaires à l'hôpital universitaire de Limerick se pose en total contraste avec **le piètre investissement réalisé pour réduire l'engorgement chronique** de nos hôpitaux. »

**Irlande** : [Un referendum visant à garantir le statut public définitif du réseau d'eau a reçu le soutien de l'ensemble des partis lors d'un comité.](#) « **Joan Collins, députée Independents 4 change,** a salué la nouvelle, déclarant que **les préoccupations quant à la privatisation à venir constituaient un élément clé dans la campagne Right2Water.** Elle affirme que le projet de loi qu'elle avait présenté l'année dernière (35e amendement à la Constitution, l'Eau comme propriété publique, projet de loi n°2) constituait la meilleure façon d'atteindre cet objectif. Joan Collins indique qu'elle est prête à modifier la formulation 'dans le but de clarifier ce qui est et ce qui n'est pas du ressort du système public de l'eau, à condition que ces modifications ne nuisent pas à l'objectif qui consiste à empêcher toute tentative de privatisation à venir.' Elle appelle le gouvernement à ne pas s'opposer au projet de loi et **exhorte tous les partis à maintenir leur soutien lorsque ce projet sera à nouveau devant le Dáil.** » Jonathan

O'Brien, député Sinn Fein, a quant à lui **appelé les manifestants contre la facturation de l'eau à se mobiliser pour la manifestation du 8 avril.**

**Italie :** Les sénateurs du parti démocrate rencontrent les membres du gouvernement pour discuter des privatisations programmées, [à commencer par celle de l'opérateur postal Poste Italiane](#). La rencontre à l'initiative du leader du parti Luigi Zanda devrait compter la présence du secrétaire adjoint à l'industrie Antonello Giacomelli et du ministre adjoint à la Finance Enrico Morando.

**Italie :** Le Premier ministre Paolo Gentiloni refuse de commenter un rapport relatif à la [vente possible de 15 % de parts de marché dans la holding publique Cassa Depositi e Prestiti](#) (CDP) dans le but de rembourser la dette du pays.

**Roumanie :** L'Economist Intelligence Unit (EIU) estime que **la vague de privatisation sera lente cette année et en 2018.** « 2019-21 : L'opérateur postal, Posta Romana, subit une privatisation progressive à mesure que les offres publiques sont effectuées. En revanche, **on constate peu de progrès dans la privatisation des secteurs de l'énergie et des transports.** La mise en place de la politique de concurrence de l'UE. » [EIU ViewsWire, 10 mars 2017]

**Royaume-Uni :** Un nouveau rapport publié par la [Jubilee Debt Campaign au Royaume-Uni \(Campagne pour l'annulation de la dette\)](#) critique sévèrement l'échec des PPP dans un ensemble de domaines qui tient lieu d'avertissement contre l'utilisation et l'excès de PPP dans le monde.

**Royaume-Uni :** [Le 4 mars, des milliers de personnes se sont rassemblées dans le centre de Londres pour soutenir la NHS.](#) « **La privatisation ne s'intéresse pas à la qualité de vie.** Elle ne permettra pas de prendre soin des individus plus vulnérables mais elle s'occupera de ceux qui peuvent s'offrir un **traitement** spécial. **Elle ne s'applique pas à la majorité,** » déclare le D. David Wrigley, médecin généraliste à Carnforth, Lancashire, et vice-président de l'Association des médecins britanniques (BMA), [qui] se trouvait en tête de la manifestation sous le slogan '**Notre NHS, Non aux coupes budgétaires, Non aux fermetures, Non à la privatisation.**' On pouvait alors l'y entendre : « Cette marche aujourd'hui est un appel au secours des utilisateurs de la NHS qui se trouve dans une situation désespérée. Il est important d'en parler. »

Un habitant du Gloucester dans l'impossibilité d'assister à la marche s'est également **exprimé contre la privatisation de la NHS** : « Le vieillissement de la population entraîne une forte sollicitation de notre système de santé et des systèmes de soins aux personnes âgées en dehors des hôpitaux. **La privatisation et la sous-traitance de nos services ne peuvent redresser cette situation.** Elles amènent à davantage de bureaucratie et de profits sur le dos du système. Nous devons disposer d'un service de santé publique correctement financé et qui soit accessible et gratuit pour tous. Nous avons besoin d'un système de NHS qui propose une prise en charge complète et universelle qui s'appuie sur le besoin, l'incapacité à payer. Hors, **il semble que le gouvernement préfère faire des choix politiques visant à réduire le financement de la NHS, à fermer et privatiser certains services et à réduire notre accès à la couverture santé.** » [Courrier, habitant du Gloucester, 11 mars 2017]

**Royaume-Uni :** [Des ambulances privées ont servi à répondre à presque 100 000 urgences, et ce sans qu'un technicien d'urgence soit nécessairement présent.](#) « UNISON, qui représente les ambulanciers, ajoute : « **Le personnel des ambulances est sans arrêt sous pression. Le gouvernement n'offre pas suffisamment de ressources pour répondre aux besoins du public.** Certains employés expérimentés s'en vont et ne sont pas remplacés suffisamment rapidement en raison du manque de budget. Le manque de personnel = des équipes débordées et des patients qui doivent attendre plus longtemps pour

être pris en charge. **Amener plus d'ambulances privées n'est pas une solution. Elles sont moins rentables que les ambulances de la NHS et ponctionnent l'argent de cette dernière en dégageant une marge de profit.** Nous souhaitons un investissement dans le Service des Ambulances afin de garantir une réponse aux demandes de soin urgentes ou intermédiaires, par du personnel de la NHS formé et qualifié. Il arrive que les besoins des patients changent ou soient différents de ce qui a été initialement signalé. **Plutôt que de fragmenter le service en passant par la privatisation,** il serait plus judicieux de disposer d'un service unique et totalement intégré pour s'adapter aux besoins des patients.

**Royaume-Uni** : Les pénuries de personnel et la sous-traitance contribuent à [une crise de la prise en charge des troubles mentaux dans les prisons](#). « Autre facteur cité, **le roulement des acteurs privés de la santé suite à la décision de proposer des contrats de service dans les prisons à des fournisseurs externes.** Un psychiatre qui travaille dans une prison accueillant plus de 300 femmes a déclaré que **les prestations de soins de santé ont été 'très fortement impactées' par le passage de la NHS aux prestataires privés.** Il déplore la 'mort volontaire' de plusieurs détenues identifiées comme à risque élevé.

**Royaume-Uni** : Une commission parlementaire britannique a tenu des audiences sur l'utilisation par le gouvernement des services de prestataires privés par le Département du développement international (DfID). [Dernière preuve écrite et orale](#)

**Royaume-Uni** : [Les employés révèlent que l'entrepreneur privé en charge de la National Gallery n'honore pas sa promesse de salaires décents.](#) « **Les membres du syndicat des services publics et commerciaux qui travaillent dans les services aux visiteurs de la galerie londonienne ont organisé une série de grèves afin de protester contre la privatisation de leurs emplois.** Le syndicat affirme que plus d'un an après la reprise du contrat, la société privée Securitas n'a pas respecté ses engagements en matière de salaire décent et laisse apparaître un personnel à deux vitesses en laissant baisser les salaires et se dégrader les conditions. **Le secrétaire général du PCS Mark Serwotka a déclaré : 'Le seul engagement que Securitas ait tenu, c'est ce à quoi nous nous attendions avec cette privatisation.** Il est édifiant de constater qu'après plus d'un an, l'entreprise refuse d'honorer sa promesse de salaires décents et **laisse apparaître un personnel à deux vitesses en réduisant les salaires et en laissant se dégrader les conditions de travail.** »

*[L'Internationale des Services Publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*